

J'espère également que nous ne répéterons pas les erreurs du passé. Auparavant, nous pensions que nous pourrions nous contenter d'être une puissance satellite, que les General Motors du monde, les Exxon, les General Electric pouvaient construire quelques usines au Canada, et y produire quelques biens. J'espère que, comme nous entrerons dans un domaine totalement neuf et différent, nous pourrons, nous Canadiens, trouver l'initiative, le courage et la conviction de construire ces usines dans notre pays et de faire toutes ces choses-là nous-mêmes. Nous sommes déjà forts dans un certain nombre de domaines. Nous sommes forts dans les télécommunications. Ainsi, nous avons participé à l'aménagement de la navette spatiale. Nous sommes compétents dans bien d'autres secteurs. Il faudrait réunir nos connaissances techniques, investir un peu d'argent dans le secteur en cause et décider de devenir un des chefs de file mondiaux dans ce nouveau secteur passionnant. Par ailleurs, il faudrait veiller à faire participer à la prise de décisions les citoyens ordinaires qui produisent les biens et les services. Depuis des années, il est beaucoup question de démocratie politique au Canada. A l'aube de cette nouvelle ère, il importe encore davantage de se mettre à parler de démocratie économique et industrielle et à faire des projets dans ce domaine pour permettre au travailleur ordinaire, à l'agriculteur et au petit commerçant d'avoir leur mot à dire dans les décisions qui engagent leur avenir.

Il ne me reste plus que quelques minutes. Voilà à mon sens des questions fondamentales qu'il faudra étudier, mais il ne faut pas se limiter au seul secteur commercial. Il faut s'attacher à bien d'autres secteurs également. J'espère que le Parlement deviendra plus efficace et qu'il abordera ces problèmes. J'espère que l'on arrivera à perdre moins de temps à se disputer et à se renvoyer la balle mutuellement à la Chambre. Nous arriverons peut-être à améliorer la situation et à maintenir l'unité nationale car un nombre croissant de Canadiens perdent confiance en nous et dans le pays. Le mois dernier, un député séparatiste a été élu à l'assemblée législative de l'Alberta; c'est la première fois que cela se produit dans l'Ouest. Il ne faut pas s'effrayer outre mesure à mon sens. Les journalistes ne devraient pas en faire tout un plat. Par contre, il faut absolument comprendre que ce député séparatiste a été élu parce que les citoyens sont extrêmement mécontents de constater que le pays n'est pas dirigé comme il se doit, avec perspicacité. J'espère que nous arriverons à tirer la leçon qui s'impose, à savoir qu'il existe plusieurs formules possibles.

Nous avons le choix entre différentes solutions. Il y a une nouvelle conception de l'avenir et une nouvelle politique. Je crois que les Canadiens comptent sur cette institution pour ouvrir la voie. Nous ferions mieux de passer à l'action avant qu'il ne soit trop tard et avant que le pays ne se démembre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas Fisher (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est la première fois que j'ai l'occasion de participer au débat comme secrétaire parlementaire et tout d'abord, j'aimerais dire au député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) que je le remercie d'avoir présenté sa motion. Je pense qu'il nous a

donné un sujet très important à discuter et c'est un honneur pour moi de pouvoir participer à cette discussion.

J'aimerais surtout souligner aujourd'hui que le mal qui affecte le plus notre économie c'est l'inflation et c'est ce qu'il faut guérir en premier. Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) s'est exprimé avec beaucoup d'éloquence au début de son discours quand il a mentionné les craintes de beaucoup de Canadiens qui pensent que notre pays est en train de perdre du terrain. Franchement, je trouve que dans leurs discours le député de Yorkton-Melville et le député de Kamloops-Shuswap se sont écartés du point essentiel. Bien sûr, nous perdrons du terrain si nous n'appliquons pas les décisions et les contraintes qui s'imposent aujourd'hui. En fait, les craintes mentionnées par le député de Yorkton-Melville risquent de se réaliser si nous suivons l'orientation qu'il nous a proposée. Un bon exemple, je pense, c'est le cas d'un de mes électeurs qui est venu me voir l'automne dernier à une réunion au sujet des hypothèques. Mes électeurs voulaient savoir pourquoi les taux d'hypothèques étaient tellement élevés et ils s'en plaignaient. Une électricité m'a dit qu'elle avait pensé que sa vie serait plus facile en vieillissant et non plus difficile. En quelque sorte, elle disait à sa façon ce que vient de dire le député de Yorkton-Melville. Elle m'a expliqué que sa famille avait un salaire net très élevé. Ils avaient une camionnette-camping et ils prenaient de longues vacances. Ils avaient une hypothèque très élevée, et son mari venait d'essuyer des pertes sérieuses à la bourse. D'après elle, la solution serait de baisser les taux d'hypothèque.

• (1630)

Je comprends ses sentiments. Je comprends son désir d'obtenir le maximum et de conserver un niveau de vie le plus élevé possible. Néanmoins, elle n'était pas prête à se livrer à une opération très simple. Elle aurait simplement dû commencer à établir la liste de ses priorités au lieu de vouloir tout obtenir en même temps. C'est exactement ce que dit l'exposé budgétaire, au début de la page 1, dans des termes un peu moins précis ou moins personnels. Je pense qu'il vaut la peine de le citer car cela place tout le problème dans son contexte. Voici:

Nous sommes confrontés à une inflation rapide et à des taux d'intérêt extrêmement élevés. A leurs niveaux actuels, l'inflation et les taux d'intérêt entravent la croissance économique et entraînent des iniquités graves entre les Canadiens. Les taux d'intérêt élevés ont des répercussions concrètes et négatives sur les propriétaires, les petites entreprises et les agriculteurs. Toutefois, ils sont la conséquence d'une inflation rapide, et l'on ne peut espérer d'amélioration marquée ou durable avant que l'inflation ne soit résorbée. Nous ne pouvons espérer nous isoler de la politique menée en matière de taux d'intérêt dans d'autres pays, à moins d'avoir une inflation moins rapide que chez eux.

Dans le monde entier, on est de plus en plus persuadé que la croissance ne peut pas être maintenue si l'inflation ne diminue pas brutalement. C'est une question très complexe, un gros défi mais nous devons le relever.

Examinons l'autre point de vue. Qu'arrivera-t-il si nous commençons à faire certaines choses qui nous ont été suggérées aujourd'hui, si nous commençons à relâcher notre politique d'austérité? C'est très simple, il y aura davantage d'argent en circulation, davantage d'inflation et, comme le souligne le budget, cette inflation aggravera le problème que nous cherchons à résoudre.